

## Communiqué de presse

CP/SG/12JT/14

Paris, le 27 juin 2014

### 92<sup>e</sup> session du Conseil permanent de la Francophonie

## L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) suspend la Thaïlande et réintègre la Guinée-Bissau dans ses instances

Présidée par Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, la 92<sup>e</sup> session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) a réuni, ce 27 juin 2014 à Paris, les représentants personnels des 77 chefs d'Etat et de gouvernement membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Sur proposition du Secrétaire général, le CPF a adopté une résolution qui, conformément aux dispositions du chapitre V de la Déclaration de Bamako en matière de sauvegarde de la démocratie, suspend la Thaïlande des instances de l'Organisation internationale de la Francophonie. « *La Thaïlande est membre observateur de la Francophonie depuis 2008 et elle doit, à ce titre, se conformer aux valeurs de la communauté francophone attachée aux principes de la démocratie, de l'Etat de droit et du respect des libertés* », a souligné Abdou Diouf. Les représentants personnels appellent au rétablissement de l'ordre constitutionnel et à l'organisation d'élections crédibles, dans le respect des principes constitutionnels et des libertés individuelles et au retour à un gouvernement civil et démocratique.

De même, le Secrétaire général a proposé aux membres du CPF de lever la mesure de suspension de la participation de la Guinée-Bissau aux instances de la Francophonie, décidée par une session extraordinaire du Conseil permanent de la Francophonie le 18 avril 2012, après le coup d'Etat survenu entre les deux tours de l'élection présidentielle. La réintégration de la Guinée-Bissau est décidée à la suite de l'élection du Président José Mario Vaz lors des scrutins législatifs et présidentiel des 13 avril et 18 mai derniers qui ont également permis la mise en place d'une nouvelle assemblée nationale. Cette mesure permettra à l'OIF de reprendre la coopération suspendue depuis 2012 et redonner toute sa place au pays dans les instances de l'organisation. En outre, sur la base d'une évaluation conjointe avec les autorités bissau-guinéennes, un plan d'action francophone sera élaboré prochainement afin de mieux cibler ses domaines d'intervention.

« *La phase délicate qui s'ouvre est essentielle pour enraciner durablement la démocratie dans ce pays encore fragile. La Francophonie s'engage, aux côtés des autres partenaires internationaux, à inscrire son soutien dans la durée en apportant son plein appui aux acteurs politiques et aux acteurs de la société civile pour contribuer à la consolidation de la paix et de l'Etat de droit* », a ajouté Abdou Diouf.

Cette 92<sup>e</sup> session du Conseil permanent de la Francophonie a également été l'occasion pour le Secrétaire général de la Francophonie de faire part de ses inquiétudes sur la situation au Liban, qui subit depuis trois ans les conséquences de la guerre civile en Syrie et l'afflux important de réfugiés. Face à la faible mobilisation de la Communauté internationale, Abdou Diouf en a appelé à une plus forte solidarité internationale.

Les membres du CPF ont en outre débattu de la situation politique de certains Etats membres ou observateurs et notamment en [République centrafricaine](#), au [Mali](#) et au [Vietnam](#).

***L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) compte 57 États et gouvernements membres et 20 observateurs.***

---

### CONTACTS

**Julie Tilman**, Chargée de mission auprès du Secrétaire général, Presse et Communication  
[julie.tilman@francophonie.org](mailto:julie.tilman@francophonie.org)+ 33.1.44.11.12.68